

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le - 5 MAI 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES LAGADEC - carrière Quignec - Guerlesquin

2 rue Albert Rolland
29200 Brest

Références : ENV-D-25.171
Code AIOT : 0005502495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement CARRIERES LAGADEC - carrière Quignec - Guerlesquin implanté Quignec 29650 Guerlesquin. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LAGADEC - carrière Quignec - Guerlesquin
- Quignec 29650 Guerlesquin
- Code AIOT : 0005502495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIERE LAGADEC exploite au lieu-dit QUIGNEC sur les communes de GUERLESQUIN, une carrière à ciel ouvert de granite, les installations annexes de premiers traitements des matériaux. La surface de l'établissement est de 14 820 M².

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion de l'établissement - Aménagement particulier - Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.71.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion de l'établissement - Aménagements particuliers - Clôture et accès	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.71.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Prévention des pollutions - Poussières	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 3.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
6	Protection des ressources - Eaux - Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Protection des ressources - Eaux - VLE	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.3.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Prévention des nuisances - Bruit	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des risques - Incendie	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 7.3.1.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative - Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.1.4.	Sans objet
2	Gestion de l'établissement - Propreté	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.2.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a fait l'objet de 9 points.

L'inspection n'a pas révélé d'écart majeur.

L'inspection a révélé 7 autres écarts, demandant des justificatifs et des actions correctives de la part de l'exploitant, relatifs aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative - Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.1.4.			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées			
Prescription contrôlée :			
1.1.4, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Nature / Volume des activités	Volume demandé	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières	8000 t / an de granite en production maximale	A
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de	1 installation mobile de 780 kW	E

	l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant a) Supérieure à 200 kW		
[...]	[...]	[...]	[...]

(*) A : autorisation ; E : enregistrement

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, avant le contrôle, le tonnage d'extraction de matériaux pour l'année 2024, soit 1.53 tonnes.

L'exploitant a transmis par messages électroniques des 3 et 18 avril 2025, les fiches techniques des matériels utilisés dans l'établissements :

- . Concasseur Lockotractt LT 110 - puissance moteur 310 kW ;
- . Cribleur Lockotractt LT 330 D - puissance moteur 470 kW.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement - Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.2.1.

Thème(s) : Autre, Propreté de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est maintenu propre et entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion de l'établissement - Aménagement particulier - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.2

Thème(s) : Autre, Bornage

Prescription contrôlée :

Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation est matérialisé par des

bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.).

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence à l'entrée de l'établissement d'un repère (type clou d'arpentage), enfoncé dans un gros bloc de granite.

Ce repère est bien matérialisé sur le plan d'exploitation de l'établissement, et présenté par l'exploitant comme une borne fixe et invariable, nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.).

Toutefois, la protection de ce point repère contre toute détérioration, arrachage et déplacement (bloc granite non scellé au sol), n'est pas assurée.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'aucune autre borne de délimitation du périmètre de l'établissement n'existe sur les autres parcelles, pour une emprise totale de 14 820 m².

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion de l'établissement - Aménagements particuliers - Clôture et accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.7.1.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et accès

Prescription contrôlée :

L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.

Les accès et passages seront équipés par de barrières ou de portails.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part par périphérie.

Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est fermé à son entrée par une barrière avec un cadenas.

La périphérie de l'établissement est clôturée par du grillage, des poteaux avec fils de fer barbelé, des merlons en terres et des talus plantés de broussailles et boisements.

Toutefois, de nombreuses "ouvertures" sont visibles de chaque côté du portail, le long du talus côté voie communale, le long du merlon côté Ouest, et sur le talus côté Est de l'établissement.

Des pancartes signalant le danger sont présentes sur le talus en bordure de la voie communale d'accès à l'établissement. Aucune pancarte n'est visible sur le reste du périmètre de l'établissement contrôlé par sondage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des pollutions - Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 3.4.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi et mesures des émissions de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un suivi des retombées de poussières par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014.

Il réalise le contrôle des niveaux d'empoussièrement selon une fréquence annuelle, en période de fonctionnement du concasseur mobile.

La campagne est réalisée au moyen de deux jauges de retombées localisées conformément au plan en annexe 3.

Les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'essais des niveaux de poussière sédimentables du bureau d'études Terra Environnement du 13 août 2024.

Les résultats (inférieurs à 12 mg/m²/jour) de ce rapport sont inférieurs à la valeur 500 mg/m²/jour.

Les positionnements des stations de mesure des émissions de poussière ne correspondent pas à la cartographie de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022.

Le rapport ne précise pas si ce contrôle a été réalisé en "période de fonctionnement du concasseur mobile", conformément à la prescription.

Le respect de la norme NF X 43-014 (jauge Owen) n'est visiblement pas respecté (différence dans la méthode de mesure prescrite), car le rapport fait mention de la norme NF X 43-007 (plaquette).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Protection des ressources - Eaux - Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des eaux pluviales et des eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : Un plan du circuit des eaux pluviales et des eaux d'exhaures est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• le sens d'écoulement des eaux pluviales,• le bassin de collecte et de décantation,• le point de rejet,• le milieu récepteur,• les dispositifs éventuels d'obturation, les dispositifs de mesures,...
Constats : L'inspection des inspections classées a constaté la présence au sein de l'établissement d'un bassin de récupération des eaux d'exhaures au sein de l'établissement. Ce bassin est visiblement un font de fouille. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par messagerie électronique, le 3 avril 2025, un plan des reseaux des eaux. Ce bassin est présenté par l'exploitant commun un " <i>bassin d'exhaure et décantation</i> ", d'un volume de 4 260 m ³ , pour une surface de 1218 m ² . Ce plan matérialise le sens d'écoulement des eaux pluviales, le bassin d'exhaure et de décantation, et le point de rejet. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure lors du contrôle de présenter à l'inspection des installations classées le dispositif d'évacuation des eaux du bassin, le point de rejet, le milieu recepateur, et les dispositifs éventuels d'obturation et de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Protection des ressources - Eaux - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission - rejet en milieu naturel
Prescription contrôlée : Les effluents respectent, avant rejet, les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5- Température inférieure à 30 °C- MEST (1) inférieures à 35 mg/l

- DCO (2) inférieure à 50 mg
- Hydrocarbures (HCT) intérieurs à 1,6 mg/l

(1) MEST : Matières En Suspension Totale.

(2) DCO : Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté.

Les mesures sont effectuées conformément aux normes en vigueur.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures. Pour les paramètres les MEST, DCO et HCT, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
[...].

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats d'autosurveillances (mars et octobre 2024) et par le laboratoire Capinov (mars, octobre 2024 et mars 2025) des eaux d'exhaure de l'établissement.

Aucun dépassement n'est observé.

Toutefois les analyses du laboratoire Capinov ne présentent pas de résultats pour le pH, alors que les résultats d'autosurveillances de l'exploitant les font apparaître.

Toutefois, ces résultats ne précisent pas si ces valeurs ont bien fait l'objet d'un contrôle sur vingt-quatre heures, conformément à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des nuisances - Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruits en limites d'exploitation

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, en période de fonctionnement du concasseur, puis tous les 3 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'installations classées le rapport de mesure des niveaux sonores initiaux dans l'environnement du 19 juillet 2024, relatif à l'intervention du bureau d'étude Apave du 4 juin 2024.

Ce rapport présenté n'est pas conclusif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prévention des risques - Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 7.3.1.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau - réserve

Prescription contrôlée :

Le site est équipé d'une réserve en eau de 120m³ au moins, installée avant mise en service de l'installation.

Les modalités d'aménagement de la réserve en eau doivent être validées par le service prévention du SDIS.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est équipé d'une réserve en eau incendie, d'une capacité de 4 260 m³ relatif au volume du bassin de la carrière, présenté et identifié comme tel par l'exploitant.

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les modalités d'aménagement de la réserve en eau ont été validées par le service prévention du SDIS.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que le bassin est envahi de végétation, où la biodiversité se développe fortement. Ceci étant susceptible de contraindre l'utilisation de cette réserve en eau pour tout usage de lutte contre les incendies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois